Aux « travaillez plus pour gagner moins » de Peillon, aux «avancées » du S4 les AG répondent «mobilisation», pour une autre politique et un autre syndicalisme !

Les personnels n'en peuvent plus de la surcharge de travail, des pesanteurs hiérarchiques et du rabotage du pouvoir d'achat et des garanties sociales.

Mais le SNES et la FSU, loin de répondre à cette situation, n'ont rien trouvé de mieux que de cautionner la réforme des statuts Peillon : en fait de baisse du temps de travail, un rappel au droit commun fonction publique = 1607 h annualisées, avec un tas de missions soumises aux chefaillons et pouvoirs territoriaux. Finies les décharges horaire, remplacées par des pondérations, faites pour une gestion optimisée de l'austérité, pas pour défendre les acquis, ou par de vagues indemnités, augmentations apparentes de la masse salariale, mais vrai marché de dupes sur les salaires, les retraites, le temps de travail, la soumission aux pouvoirs locaux…

Après s'être jetés dans la gueule du loup sur la formation des enseignants et sur l'emploi (le CDI va supplanter le statut, comme à la Poste), **le** SNES et la FSU tendent l'autre joue, et en plus, sur leur noyau revendicatif des statuts.

Heureusement, les personnels, eux, ne sont pas prêts à se laisser tondre :

Les mobilisations ont permis de fragiliser les contre réformes Peillon sur les rythmes et les statuts. Mais ce n'est pas encore gagné, parce que les directions syndicales ont refusé de les soutenir sur l'exigence du retrait et de les faire converger.

Pour autant les établissements ne se sont pas découragés et ont engagé, dans le 92, le 93 et d'autres départements, des grèves fortes, souvent reconductibles contre les DHG qui cassent les seuils d'effectifs, les dédoublements et les projets, y compris dans l'éducation prioritaire (où l'illusionniste Peillon, mystifie le SNES et la FSU, comme sur les avancements d'échelons). Dans les AG, la lutte contre la réforme des statuts rejoint celle sur les DHG.

La direction UA-EE doit choisir : Ou bien elle soutient et propose sans délai d'étendre au niveau national les luttes engagées pour les conditions et la dignité du travail, comme le font les intersyndicales locales. Ou bien elle s'enfonce dans le vain espoir de glaner quelques miettes en brandissant sa représentativité… oubliant que celle-ci est conférée par le vote des personnels, qui attendent tout autre chose du syndicalisme !

Et qui seront bien obligés de s'organiser malgré tout…

Olivier Vinay Emancipation 93 (ovinay@free.fr)